

Statuts

revision 2 - février 2023

- Préambule
- I. BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION
- II. ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT
- III. DOTATION, FONDS DES RESERVES ET RESSOURCES ANNUELLES
- V. SURVEILLANCE ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Préambule

STATUTS DE L'ASSOCIATION A.VEX. (Association d'Astronomie du Vexin)

Association loi 1901 fondée le 10 Octobre 2003 par

- Brice GRASSIN,
- Frédéric TAPISSIER,
- Christophe TOMASSINI et
- Frédéric POVEDANO

Les soussignés,

- Xavier Dauvin, né le 24 juin 1957 à Paris, de nationalité française, domicilié 36 Ter rue Rivay 92300 Levallois-Perret
- Loïc Davain né le 26 septembre 1975 à Paris, de nationalité française domicilié 93 avenue du Général De Gaulle 78600 Maisons-Laffitte
- Joseph FERRARO, né le 15 juin 1963 à Noto (Italie), de nationalité française, domicilié 1 avenue Charles Fauvety Herblay 95220

membres de droit de l'association AVEX, ont approuvé la modification des statuts de cette association. Les nouveaux statuts sont les suivants :

I. BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 1 :

- L'ASSOCIATION "AVEX" (Association d'Astronomie du Vexin) a pour but de réunir les personnes qui s'intéressent à la pratique et à la théorie de l'astronomie, ainsi qu'au développement de cette science. Ses efforts tendent à effectuer et faire effectuer des travaux à valeurs scientifiques et vulgarisatrices.
- Sa durée est illimitée.
- Le siège social est fixé à Épiais-Rhus (95819), mais peut être transféré sur décision majoritaire du bureau, lors d'une assemblée générale.

ARTICLE 2 :

Les moyens de l'Association sont les suivants :

- Réunions publiques d'observation, d'initiation et de discussion ou conférences scientifiques.
- Réalisation de tout document, quel qu'en soit le support, ayant trait à l'astronomie, à sa popularisation, aux techniques d'observation.
- Réalisation de tout document, quel qu'en soit le support, ayant trait à la préservation du ciel nocturne, à la lutte contre les nuisances lumineuses nocturnes (encore appelée pollution lumineuse), et à la sensibilisation du grand public à ces nuisances.
- Mise en œuvre d'études astronomiques et organisation de travaux pratiques ayant trait à l'astronomie.
- Organisation de groupes locaux et de toutes manifestations susceptibles de développer la science astronomique et de la diffuser.

Conformément à l'article 1 de la loi du 1er juillet 1901, les résultats financiers de ces actions, lorsqu'ils existent, ne sont en aucun cas distribués aux membres de l'Association, mais sont exclusivement utilisés à la poursuite des buts exposés à l'article 1 des présents statuts.

ARTICLE 3 :

L'Association se compose de :

- 1) Membres d'honneur
- 2) Membres bienfaiteurs
- 3) Membres actifs ou adhérents

Des personnes morales légalement constituées, telles que les établissements d'utilité publique, les établissements publics, les associations déclarées conformément à l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901, les sociétés civiles et commerciales, peuvent être admises comme membre de l'Association.

Les cotisations annuelles sont fixées par l'Assemblée Générale.

Toute personne acceptée à la majorité par les membres du Bureau, et s'acquittant de la cotisation annuelle est Membre actif de l'association.

Est membre bienfaiteur tout membre s'étant acquitté d'une cotisation d'un montant au moins double de celui requis pour adhérent de l'association.

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par le Conseil d'Administration aux personnes qui rendent ou ont rendu des services signalés à l'Association. Il confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie de l'Assemblée Générale sans être tenues de payer une cotisation annuelle. Ce titre peut être dénoncé après vote lors de l'assemblée générale

ARTICLE 4 :

La qualité de membre de l'Association se perd par :

- 1) Démission
- 2) Décès
- 3) Radiation

Prononcée par le Conseil d'Administration ou le Bureau, sauf recours à l'Assemblée Générale, pour le non-paiement de la cotisation ou pour des motifs graves (par exemple : vol, propos portant atteinte de façon évidente à la dignité d'autrui, atteinte à l'image de l'association AVEX...). Le membre intéressé est préalablement appelé à fournir ses explications.

II. ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 5 :

L'Association est administrée par un Conseil composé d'au moins 3 membres (un président, un secrétaire et un trésorier, chacun pouvant être secondé par un adjoint), élus à bulletins secrets, pour 1 an par l'Assemblée Générale et choisis parmi les membres présents ou représentés lors de l'assemblée générale.

Si l'association comporte plus de 30 membres, un bureau peut être élu par le conseil pour l'aider à gérer les affaires courantes.

ARTICLE 6 :

Le Conseil se réunit au minimum deux fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par le Président ou sur la demande du quart de ses membres.

La présence d'au moins trois membres du Conseil est nécessaire pour valider des délibérations. Un compte-rendu de séance est publié dans la rubrique « Important » du forum.

ARTICLE 7 :

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Des remboursements de frais sont seuls possibles. Ils doivent faire l'objet d'une décision expresse du Conseil d'Administration, statuant hors de la présence des intéressés ; des justifications doivent être produites, qui font l'objet de vérifications.

ARTICLE 8 :

Tous les membres de l'association, à quelque titre qu'ils y soient affiliés, seront convoqués

chaque année au premier trimestre à une assemblée générale ordinaire.

Au moins quinze jours avant la date fixée, les membres de l'association sont informés de la tenue de l'assemblée générale ordinaire par courrier postal, électronique ou par message publié dans la section « important » du forum. L'ordre du jour de l'assemblée est indiqué sur les convocations.

Un membre peut être représenté par un autre membre présent à l'assemblée générale, et à qui il aura donné pouvoir. A cet effet un formulaire papier ou électronique doit être transmis avec la convocation. Un membre physiquement absent est considéré comme présent et ses votes sont validés s'il participe à l'assemblée générale à distance via une liaison électronique en direct (téléconférence). Dans le cas où au moins un membre est présent par téléconférence, l'élection du conseil d'administration doit se faire par voie électronique pour tous les membres participants physiquement ou virtuellement à l'assemblée générale afin de préserver le secret du vote. Le président sortant, assisté des membres du Conseil, préside l'assemblée générale et expose la situation morale de l'association.

Le trésorier sortant rend compte de sa gestion et soumet le bilan des comptes à l'approbation de l'assemblée. Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au remplacement des membres du conseil. Ne devons être traitées, lors de l'assemblée, que les questions soumises à l'ordre du jour prévu sur la convocation.

Tous les membres du Conseil reconnaissent la valeur officielle de l'outil INTERNET dans l'administration et la représentation des membres de l'Association.

Les personnes morales sont représentées à l'Assemblée générale par une personne désignée par la direction de leur organisme de rattachement.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

ARTICLE 8-bis

Assemblée générale extraordinaire

A la demande de la majorité des membres du Bureau, ou bien de la moitié des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les formalités prévues à l'article 8.

ARTICLE 9 :

Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses.

Il peut donner délégation dans des conditions qui sont fixées par le règlement intérieur.

En cas de représentation en justice, le Président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

Les représentants de l'Association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

ARTICLE 10 :

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives à l'acceptation des dons et legs ne sont valables qu'après approbation administrative donnée dans les conditions prévues par l'article 910 du Code Civil, l'article 7 de la loi du 4 février 1901 et le décret n°66388 du 13 juin 1966, modifié. Les délibérations de l'Assemblée Générale relatives aux aliénations de biens mobiliers et immobiliers dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques et aux emprunts, ne sont valables qu'après approbation administrative.

III. DOTATION, FONDS DES RESERVES ET RESSOURCES ANNUELLES

ARTICLE 11 :

Les recettes annuelles de l'Association se composent :

- Du revenu de ses biens,
- Des subventions de l'État, des Régions, des Départements, des Communes et établissements publics,
- Des cotisations et souscriptions de ses membres,
- Du produit des libéralités dont l'emploi a été autorisé au cours de l'exercice,
- Des ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente.

ARTICLE 12 :

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte d'exploitation, le résultat de l'exercice et un bilan.

Il est justifié chaque année auprès de la Préfecture de la localité de déclaration de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions accordées au cours de l'exercice écoulé.

IV. - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

ARTICLE 13 :

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale sur la proposition du Conseil d'Administration ou sur la proposition du dixième des membres dont se compose l'Assemblée Générale.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale.

L'Assemblée doit se composer du quart au moins des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

ARTICLE 14 :

L'Assemblée Générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association et convoquée spécialement à cet effet, dans les conditions prévues à l'article précédent, doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

ARTICLE 15 :

En cas de dissolution, l'Assemblée désigne un ou plusieurs commissionnaires, chargés de la liquidation des biens de l'Association.

Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues n'ayant aucun membre en commun sur une antériorité de cinq années, publics, reconnus d'utilité publique.

V. SURVEILLANCE ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ARTICLE 16 :

Le Président doit faire connaître dans les trois mois à la Préfecture de déclaration de l'association, tous les changements survenus dans l'administration ou dans la direction de l'Association.

Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration qui le fait approuver lors de l'assemblée générale. Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts.

Le 04/02/2023

À Epiais-Rhus

Xavier DAUVIN Président



Joseph FERRARO Trésorier



Loïc DAVAIN Secrétaire

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Davain', is written over a single horizontal line. The signature is stylized with a large initial 'D' and a trailing flourish.